



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire portant mise à jour des prescriptions initiales et changement du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de LAFITTE-VIGORDANE et de CARBONNE au profit de la société MIDI-PYRÉNÉES GRANULATS

N°32

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2022 autorisant la société Carrières du Sud-Ouest à exploiter une carrière de sables et de graviers sur le territoire de la commune de LAFITTE-VIGORDANE et de CARBONNE pour une durée de dix ans ;

Vu la demande datée du 27 février 2025 par laquelle la société Midi-Pyrénées Granulats dont le siège social est situé au 23, avenue de Larrieu 31103 TOULOUSE, sollicite le transfert de l'autorisation en sa faveur ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2026 ;

Considérant que la société Midi-Pyrénées Granulats présente les capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation d'une carrière ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de

l'installation, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 18 mars 2026 afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 18 mars 2026 dans lequel il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : Est transférée à la société Midi-Pyrénées Granulats dont le siège social est situé 23 Avenue de Larrieu – 31103 TOULOUSE, l'autorisation d'exploiter, par arrêté préfectoral du 14 janvier 2022, une carrière de sables et de graviers sur le territoire des communes de LAFITTE-VIGORDANE et de CARBONNE.

Art. 2 : L'article 32 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2022 autorisant la société Carrières du Sud-Ouest à exploiter une carrière de sables et de graviers est remplacé par :

Art.32 : Extraction de matériaux

L'extraction s'effectuera en deux fronts : un hors d'eau avec une pelle et un chargeur et un front en eau à l'aide d'une dragline ou excavateur mobile. Les matériaux extraits seront repris à la chargeuse pour être chargés dans des camions qui les achemineront jusqu'aux installations de traitement de MAUZAC. Une pelle mécanique pourra être mise à disposition sur le site en cas de besoin.

Aucune installation de traitement des matériaux bruts extraits n'est présent sur site.

Art. 3 : L'article 43-2 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2022 autorisant la société Carrières du Sud-Ouest à exploiter une carrière de sables et de graviers est remplacé par :

43-2 : Mesure périodique de la pollution rejetée

En cas de besoin, et/ou sur demande de l'inspection, une mesure des émissions de poussières doit être effectuée selon la norme NF X 43-014 (2017).

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Art. 4 : L'exploitant transmettra le document attestant de la constitution des garanties financières dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le montant actualisé des garanties financières est de 227 662 € pour la phase 1 et de 221 465 € pour la phase 2.

Le document attestant de la constitution des garanties financières est délivré par l'un des

organismes prévus à l'article R.516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. Le document attestant de la constitution des garanties financières est transmis au préfet dans les trois mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral.

Art. 5 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leurs groupements intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, dans les cas et conditions prévus à l'article R. 414-6 du code de la justice administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairies de LAFITTE-VIGORDANE et CARBONNE. Elle peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois. Les maires de ces communes font connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires par intérim de la Haute-Garonne et les maires de LAFITTE-VIGORDANE et CARBONNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Midi-Pyrénées Granulats.

Fait à Toulouse, le 10 1 AVR. 2020

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDARD

